L'école publique au Québec, la laïcité et l'intégration

Dallal Boukhari

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1244>

DOI : 10.4000/rdr.1244

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 16 novembre 2020

Pagination : 125-140

ISBN : 979-10-344-0073-7

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Dallal Boukhari, « L'école publique au Québec, la laïcité et l'intégration », *Revue du droit des religions* [En ligne], 10 | 2020, mis en ligne le 16 novembre 2020, consulté le 02 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1244> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1244>

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

L'ÉCOLE PUBLIQUE AU QUÉBEC, LA LAÏCITÉ ET L'INTÉGRATION

Dallal BOUKHARI

Postdoctorante, Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

L'école est une minuscule image de la société qui reflète les politiques de l'État en matière d'intégration et de gestion de la diversité religieuse. Aussi, l'école est l'endroit où l'État promeut un modèle de laïcité donné. L'expérience québécoise démontre la relation étroite existant entre l'école, la politique d'intégration à l'école et le modèle possible de laïcité. La réalité nationale, les principes auxquels adhèrent un État et leurs évolutions rendent légitimes les modifications et l'aménagement des politiques en vertu desquelles la liberté de conscience et de religion se trouve garantie. Ces aménagements ne doivent cependant pas s'opérer en perdant de vue la raison d'être historique et la finalité de la laïcité.

ABSTRACT

The school is a tiny image of the society, reflecting the State's policies on social integration and the management of religious diversity. In this regard, the school is a place where the State promotes a given model of *laïcité*. The Québec context shows the close relationship between school, the policy of school integration and the possible model of *laïcité*. The national reality, the principles to which a State adheres, and their evolution make it legitimate to modify and adjust the policy under which freedom of conscience and religion is guaranteed. However, these rearrangements should not take place while losing sight of the historical *raison d'être* as well as the purpose of *laïcité*.

INTRODUCTION

L'école instruit et construit la génération future, tout en affichant un modèle de société donné. Elle est le baromètre de l'état de la société¹ et le miroir des politiques de l'État, car :

« Tout État a une politique explicite ou implicite qui s'exprime dans ses grandes orientations lesquelles ne sont pas indépendantes de son idéologie. Et c'est sous les formes de cette idéologie qu'il demande à l'éducation et notamment à sa principale instance, l'école, d'assurer ses fonctions de préparation de la force de travail, de transmission du patrimoine culturel, de socialisation. Quel que soit le régime, l'éducation tend à réaliser le consensus en légitimant le système². »

L'école reflète aussi la politique préconisée par l'État en matière de cohésion sociale, d'intégration et de citoyen type. En ce sens, l'école « participe au modelage social de l'individu, à la fabrique du sujet, en lui imposant les valeurs centrales de cohésion de sa société. [...] Pour tisser du lien social et donc pour survivre, toute société doit (re)produire sa culture et ses structures sociales par des processus par lesquels les individus intériorisent des valeurs, des principes moraux, idéaux et sociaux³ ».

Au Québec, l'enseignement des enfants et leur éducation étaient traditionnellement sous le monopole de l'Église et des congrégations, au sens où l'instruction religieuse était la base de tout savoir et de toute éducation. L'école publique au Québec a toutefois connu une évolution majeure depuis sa création : après avoir été religieuse, elle est devenue laïque. L'idée d'instaurer un système scolaire public et commun remonte à la fin du XVIII^e siècle⁴. Cependant, l'école publique eut d'abord un caractère confessionnel et sa laïcisation s'est faite tardivement. L'enseignement religieux à l'école publique au Québec était un compromis historique garanti par la Constitution canadienne dès la fondation du Canada⁵.

1. A. ROSSINOT, *La laïcité dans les services publics*, 2006, p. 16 : https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statut_et_remunerations/laicite/2006_rapport_Rossinot_laicite.pdf [consulté le 29 juin 2020].

2. T. K. LÉ, *L'éducation, cultures et sociétés*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991, p. 291.

3. B. MABILON-BONFILS, « Du sujet foucaldien au sujet postmoderne. Laïcité et déni du politique dans le système scolaire français », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 34, n° 2, 2008, p. 465-478.

4. Le Québec a connu différents types d'écoles : les écoles royales de 1801, les écoles de fabriques de 1824 et les écoles de syndics de 1829.

5. Loi constitutionnelle de 1867 (R-U), 30 & 31 Vict, c 3, reproduite dans LRC 1985, ann II, n° 5, art. 93. V. aussi. S. FORTIN, J. R. GRAHAM, « La constitutionnalité de l'enseignement

Pour cette raison, l'enseignement de la religion⁶ a longtemps occupé une place importante au sein de l'école et la déconfectionnalisation scolaire a davantage été un long processus qu'un geste de rupture.

Le déblocage constitutionnel de 1997 a cependant permis au Québec de se lancer dans une laïcisation accélérée par l'adoption d'une série de lois visant à adapter l'école publique au développement de la société québécoise, de plus en plus diversifiée sur les plans culturel et religieux. Aussi, dans la politique d'intégration à l'école québécoise, la liberté de conscience et de religion fut un élément central, que ce soit avant ou après les mesures accélérées de laïcisation.

Pour comprendre la relation qui existe entre l'école, la laïcité et l'intégration à l'école publique au Québec, nous étudierons dans les deux premiers points l'évolution de la laïcité au Québec et à l'école publique québécoise. Cette présentation ne sera pas linéaire. Nous nous concentrerons plutôt sur les grands événements qui ont marqué l'évolution de ce concept, en mettant en avant la relation étroite qui existe entre la laïcité, la liberté de religion et l'école publique. Nous étudierons en particulier l'enseignement des faits religieux et le port des signes religieux à l'école publique. Nous étudierons ensuite la politique d'intégration préconisée dans le milieu scolaire. Finalement, nous verrons comment ces éléments ont influencé la conception et l'application du principe de la laïcité au Québec.

1. LA LAÏCITÉ AU QUÉBEC : UN BREF RAPPEL

Il convient de distinguer, d'entrée de jeu, la laïcisation de la laïcité. La laïcité est « une conception de l'organisation de la vie publique exigeant la séparation du pouvoir politique et du pouvoir religieux⁷ ». La laïcisation, quant à elle, est la mise en œuvre d'un processus de séparation entre la sphère politique et la sphère religieuse. Le processus de laïcisation concerne « [l']aménagement du politique en vertu duquel la liberté de conscience et de religion se trouve garantie aux citoyens par un État neutre à l'égard des

religieux dans les écoles publiques du Québec », *Revue générale de droit*, vol. 30, n° 2, 1999-2000, p. 244-245.

6. V. la Charte canadienne des droits et libertés, partie I de la Loi constitutionnelle de 1982, constituant l'annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R-U), 1982, c. 11, art. 2.

7. O. NAY, J. MICHEL, A. ROGER, *Dictionnaire de la pensée politique : idées, doctrines et philosophes*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 101.

différentes conceptions de la vie qui coexistent dans la société, et ce, conformément à une volonté d'égalité pour tous⁸ ».

La laïcité au Québec s'inscrit dans la réalité juridique canadienne. Au Canada, la laïcité se traduit par une séparation institutionnelle de l'Église et de l'État et par la neutralité religieuse de l'État. À défaut d'une laïcité explicite, la réalité canadienne a néanmoins permis une laïcité de fait⁹. La Cour suprême du Canada a reconnu dès les années cinquante qu'il n'y avait « pas de religion d'État » au Canada¹⁰. Cette reconnaissance confirme deux points : d'abord, la séparation entre l'Église et l'État, déjà établie depuis la Conquête ; ensuite le respect de la liberté de conscience et de religion.

La neutralité religieuse de l'État au Canada est considérée comme l'équivalent du principe de laïcité. Cette neutralité impose à l'État et à ses institutions de s'abstenir d'avoir une religion ou de favoriser une religion par rapport aux autres. On trouve dans la jurisprudence canadienne une confirmation explicite de l'obligation de neutralité religieuse de l'État¹¹. La Cour suprême, dans son jugement concernant la loi sur le dimanche, a déclaré que cette loi était inconstitutionnelle, car elle compromet la neutralité religieuse de l'État¹². Pour sa part, la liberté de religion est protégée par le droit à l'égalité enchâssé dans la Charte canadienne¹³. Dans le cas de la discrimination fondée sur la religion qui peut découler d'une règle neutre, l'État doit intervenir pour garantir l'exercice de cette liberté. Cette intervention s'incarne dans l'accommodement raisonnable qui renvoie à « une obligation juridique, applicable dans une situation de *discrimination*, et consistant à aménager une norme ou une pratique de portée universelle dans les limites du *raisonnable*, en accordant un traitement différentiel à une personne qui, autrement, serait pénalisée par l'application d'une telle norme¹⁴ ».

8. M. MILOT, *La laïcité*, Montréal, Novalis, 2008, p. 31.

9. V. le développement de M. MILOT, *La laïcité*, op. cit., p. 66-77.

10. *Chaput c. Romain*, [1955] RCS 834, p. 840.

11. *R c. Big M Drug Mart Ltd.*, [1985] 1 RCS 295 ; *Congrégation des témoins de Jéhovah de St-Jérôme-Lafontaine c. Lafontaine (Village)*, 2004 CSC 48 et *S.L. c. Commission scolaire des Chênes*, 2012 CSC 7.

12. *R c. Big M Drug Mart Ltd.*, précit.

13. Charte canadienne, art. 15.

14. P. BOSSET, « La “crise” des accommodements raisonnables : regards d'un juriste sur le rapport Bouchard-Taylor », *JPPL*, n° 3, 2009, p. 325-332. Sur le concept de l'accommodement raisonnable, V. aussi, J. WOEHRLING, « La place de la religion dans les écoles publiques du Québec », *RJT*, n° 41, 2007, p. 667-675. V. aussi, *Comm. Ont. des Droits de la Personne c. Simpsons-Sears*, [1985] 2 RCS 536.

Au Québec, la Révolution tranquille¹⁵ fut un événement marquant dans l'histoire de la laïcité. Elle a permis la modernisation de l'État provincial¹⁶ consécutive à l'élection du Parti libéral de Jean Lesage à la tête de l'État. Graduellement, avec cette Révolution, l'Église se vit privée de ses fonctions par l'établissement des services sociaux, éducatifs et hospitaliers publics¹⁷. Néanmoins, l'État québécois conserva des liens avec l'Église catholique, et ce, jusqu'à la fin des années 1990.

Au Québec, la neutralité religieuse de l'État est le pivot autour duquel s'articule la laïcité et le moyen par lequel la liberté de religion des individus se trouve garantie¹⁸. Rappelons aussi que jusqu'à tout récemment, le principe de la laïcité n'était pas inscrit dans une loi au Québec¹⁹, mais son application n'est pas incertaine, car les éléments d'une laïcité effective sur le plan juridique se trouvent déjà appliqués²⁰.

La Commission Bouchard-Taylor, dans son modèle de laïcité, a opté pour une laïcité ouverte²¹ basée sur le respect de l'égalité morale des personnes, la liberté de conscience et de religion des citoyens, l'autonomie réciproque de l'Église et de l'État et la neutralité religieuse de ce dernier²². Selon la Commission, ce modèle de laïcité convient au Québec, car ces principes sont déjà établis grâce à une série d'événements historiques ainsi qu'aux décisions politiques prises par le gouvernement québécois au fil des années²³. Après un débat sur la question de la laïcité qui s'est accentuée depuis 2013, le Québec a finalement adopté en 2019 la loi sur la laïcité de l'État, Loi 21, dans laquelle il précise l'interprétation qu'il faut donner à la laïcité au Québec.

15. Cette expression désigne une période de grandes réformes sur le plan économique et social et de modernisation de l'État québécois dans les années 1960.

16. T. SKOCPOL, *States and Social Revolutions. A Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 4.

17. V. M. MILOT, *Laïcité dans le nouveau monde: le cas du Québec*, Turnhout, Brepols, 2002.

18. Charte des droits et libertés de la personne, RLQ c C-12 [Charte québécoise], art. 10. V. aussi J. WOEHLING, art. cit., p. 675-682.

19. Le mot laïcité est maintenu et inscrit formellement dans la loi sur la laïcité de l'État, L.Q. 2019, c. 12. [Loi 21].

20. M. MILOT, *Laïcité dans le nouveau monde*, op. cit., p. 36-37 et p. 67-68.

21. G. BOUCHARD, Ch. TAYLOR, *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation*, Québec, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 2008 [rapport Bouchard-Taylor], chap. VII.

22. *Ibid.*, p. 148.

23. *Ibid.*, p. 139.

2. LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE PUBLIQUE AU QUÉBEC

2.1. LA LAÏCISATION DE L'ÉCOLE PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Principalement, l'enseignement était à l'origine assuré par l'Église. En 1964 s'amorça la laïcisation de l'école publique par le projet de loi 60, qui reprendra les recommandations de la Commission Parent²⁴ en donnant naissance au ministère de l'Éducation ainsi qu'au Conseil supérieur de l'éducation²⁵. La création du ministère de l'Éducation n'a pas donné naissance à une école publique québécoise laïque. Elle restait confessionnelle et le Conseil supérieur de l'éducation était composé de représentants des deux confessions, catholique et protestante; les commissions scolaires demeureront confessionnelles jusqu'à la fin des années 90²⁶.

En poursuivant le processus de modernisation et laïcisation de son système d'éducation, le Québec demandera au Parlement fédéral canadien, en 1997, de donner son aval à une modification constitutionnelle l'exemptant des dispositions de l'article 93²⁷ de la loi constitutionnelle de 1867, qui garantissait depuis la fondation du Canada la confessionnalité de l'école et le droit à la dissidence. À la suite de cette demande, le Parlement canadien ajoutera l'article 93A²⁸ à la loi constitutionnelle de 1867 de façon à permettre à la province d'abolir les commissions scolaires confessionnelles en les remplaçant par des commissions scolaires linguistiques²⁹.

En 1999, le rapport Proulx³⁰ marque le développement du système scolaire au Québec. Il recommande l'instauration d'un système scolaire public laïque. Pour donner suite aux recommandations du rapport Proulx, deux projets de loi majeurs seront adoptés. Le projet de loi 118³¹ introduisait la

24. COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC, *Les structures supérieures du système scolaire*, t. 1, 1963, V. les recommandations 1, 2 et 3, p. 109.

25. Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, LRQ, c M-15.

26. Pour préserver le caractère confessionnel de l'école publique, le gouvernement québécois aura recours à une clause portant dérogation aux droits et libertés.

27. Loi constitutionnelle de 1867, précit., art. 93.

28. Modification constitutionnelle de 1997 (Québec), TR/97-141, (1997) Gaz C II, 1.

29. Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives, LRQ 1997, c C-47.

30. J.-P. PROULX, *Laïcité et religion. Perspective nouvelle pour l'école québécoise*, Québec, Ministère de l'Enseignement, 23 mars 1999 : <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs40898> [consulté le 29 juin 2020].

31. Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le secteur de l'éducation concernant la confessionnalité, LRQ 2000, c C-24.

déconfessionnalisation de l'école publique et le projet de loi 95³² traitait de l'enseignement religieux à l'école. Ce dernier abolira l'enseignement confessionnel des religions en le remplaçant par un cours d'éthique et de culture religieuse³³. Depuis les réformes scolaires, le système scolaire québécois est donc complètement laïcisé et il fonctionne sur des bases linguistiques.

2.2. L'ÉCOLE PUBLIQUE QUÉBÉCOISE : DE L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX À L'ENSEIGNEMENT DU FAIT RELIGIEUX

L'instauration du cours d'éthique et de culture religieuse s'est faite graduellement. Dans une première étape, la loi de l'an 2000 sur la déconfessionnalisation de l'école publique a maintenu le choix des élèves entre l'enseignement moral et religieux. La deuxième étape fut réalisée par l'adoption en 2005 du projet de loi 95 remplaçant l'enseignement religieux par un cours d'éthique et de culture religieuse. Ce dernier est maintenant obligatoire depuis 2008 dans les écoles primaires et secondaires publiques et privées. L'objectif de ce cours est d'offrir une vision élargie des religions³⁴, empruntant la démarche des sciences sociales³⁵. Le dialogue interculturel est également au cœur du programme. La validité constitutionnelle de ce cours a été confirmée par la Cour suprême en 2012, du moins dans son application aux établissements publics d'enseignement.

Dans son arrêt *S.L. c. Commission scolaire des Chênes*³⁶, la Cour a expliqué que le fait de refuser qu'un enfant soit exposé à plusieurs faits religieux constitue un rejet de la réalité multiculturelle de la société canadienne ainsi qu'une méconnaissance des obligations de l'État québécois en matière d'éducation publique³⁷. Au début de l'année 2020, une consultation sur le cours d'éthique et culture religieuse est lancée dans le but de « remplac[er], en tout ou en partie, les notions de culture religieuse³⁸ ».

32. Loi modifiant diverses dispositions législatives de nature confessionnelle dans le domaine de l'éducation, LRQ 2005, c C-20 [Projet de loi 95].

33. *Ibid.*

34. V. *École secondaire Loyola c. Québec (Procureur général)*, 2015 CSC 12.

35. Sur le choix du Québec en ce qui concerne le cours d'éthique et culture religieuse, V. G. LEROUX, *Éthique, culture religieuse, dialogue. Arguments pour un programme*, Montréal, Fides, 2007.

36. *S.L. c. Commission scolaire des Chênes*, précit.

37. *Ibid.*, § 40.

38. V. la consultation sur le cours ECR : <http://www.education.gouv.qc.ca/parents-et-tuteurs/consultations-sur-le-programme-detudes-ethique-et-culture-religieuse/> [consulté le 29 juin 2020].

2.3. LE PORT DES SIGNES RELIGIEUX À L'ÉCOLE PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

En 1994, une élève fut renvoyée d'une école publique montréalaise à cause de son foulard islamique, cet événement fut la première étincelle de la polémique sur le port des signes religieux à l'école publique au Québec. En droit, c'était le non-respect du code vestimentaire de l'école et non le principe de laïcité qui était en cause dans cette affaire³⁹.

La Commission des droits de la personne se prononça en 1995 sur le port du foulard islamique à l'école publique⁴⁰. La Commission a conclu que l'interdiction du foulard à l'école n'était pas compatible avec la Charte québécoise. Elle spécifia que si l'interdiction du port des signes religieux vise exclusivement le foulard, il s'agirait d'une discrimination directe⁴¹. Par ailleurs, si l'interdiction découle d'une règle neutre⁴², cela constituerait une discrimination indirecte, et une telle situation devrait être corrigée par l'accommodement raisonnable⁴³. Elle a estimé aussi qu'il ne lui revenait pas de se prononcer d'autorité sur la symbolique du hidjab et qu'il fallait présumer que le port de ce signe par les femmes, incluant les jeunes filles, était un choix éclairé⁴⁴.

Les controverses sur le port de signes religieux à l'école reprirent cependant avec la décision de première instance en 2002 dans l'affaire *Multani*⁴⁵ sur le port du kirpan⁴⁶. Ici encore, la laïcité n'est pas à proprement parler en jeu. Il s'agit en l'occurrence de savoir si l'interdiction de porter ce signe religieux est une atteinte à la liberté de religion de l'élève sikh. Dans la décision de 2002, la Cour supérieure autorisa l'élève à porter son kirpan avec les conditions d'accommodement imposées en premier lieu par la commission scolaire⁴⁷. En 2004, la Cour d'appel du Québec renversa la décision de

39. C. CICERI, *Le foulard islamique à l'école publique : analyse comparée du débat dans la presse française et québécoise francophone (1994-1995)*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1998, p. 49.

40. COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, *Le pluralisme religieux au Québec : un défi d'éthique sociale*, Québec, 1995.

41. *Ibid.*, p. 20-21.

42. J. WOEHRING, « L'obligation d'accommodement raisonnable et l'adaptation de la société à la diversité religieuse », *McGill Law Journal*, vol. 43, 1998, p. 325-332.

43. V. Avis de la Commission des droits de la personne, 1995, précit, p. 23-24.

44. *Ibid.*, p. 13.

45. *Balvir Singh Multani c. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys*, [2002] RJQ 1131 [Multani 2002].

46. V. l'ordonnance d'injonction interlocutoire émise par la Cour supérieure le 16 avril 2002, n° 500-05-071462-020.

47. Les conditions sont que : « – le kirpan soit porté sous ses vêtements ; – que le fourreau du kirpan soit en bois, que le kirpan soit placé dans son fourreau, enveloppé et cousu dans

la Cour supérieure et interdit à l'élève sikh de porter son kirpan à l'école, en soutenant que ce signe religieux avait toutes les caractéristiques d'une arme blanche et représentait une menace pour la sécurité des élèves et que l'interdiction constituait du même coup une limite raisonnable à la liberté de religion⁴⁸.

La Cour suprême du Canada se prononça sur l'affaire *Multani* en 2006⁴⁹. La Cour a clairement décidé que l'accommodement raisonnable demeurerait une solution pertinente pour remédier aux tensions qui résultent du port des signes religieux à l'école et qu'il correspondait aux valeurs canadiennes⁵⁰.

Au Québec, la décision *Multani* eut un grand écho. À la fin de l'année 2006, un Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire fut mis en place. Dans les recommandations de son rapport, le Comité a encouragé l'adhésion volontaire à l'accommodement raisonnable dans le milieu scolaire⁵¹. De son côté, la Commission Bouchard-Taylor a considéré qu'une laïcité qui interdirait le port des signes religieux ne serait pas appropriée pour le Québec, notamment que « l'attribution à l'école d'une mission émancipatrice dirigée contre la religion n'est pas compatible avec le principe de la neutralité de l'État entre religion et non-religion⁵² ».

3. LA POLITIQUE D'INTÉGRATION À L'ÉCOLE PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Depuis la fin des années 70, la politique d'intégration au Québec a pris en considération l'importance de s'ouvrir aux minorités qui composent le Québec et de trouver en elles une « source de vitalité⁵³ » plutôt que de

une étoffe solide et que le tout soit cousu au guthra ; – que le personnel de l'école puisse vérifier, de façon raisonnable, que les conditions imposées ci-dessus sont respectées ; – que le requérant ne puisse en aucun temps se départir de son kirpan et que la disparition de ce dernier soit rapportée aux autorités de l'école immédiatement » (*Multani* 2002, p. 3).

48. *Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys c. Balvir Singh Multani*, 2004 CDQ, 500-09-012386-025, § 85, § 84 [*Multani* 2004].

49. *Multani c. Commission scolaire*, 2006 CSC 6 [*Multani* 2006].

50. *Ibid.*

51. COMITÉ CONSULTATIF SUR L'INTÉGRATION ET L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE EN MILIEU SCOLAIRE, *Une école québécoise inclusive: dialogue, valeurs et repères communs*, 15 nov. 2007, p. 31-39.

52. Rapport Bouchard-Taylor, précit, p. 20.

53. MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, *La politique québécoise du développement culturel*, Québec, 1978, p. 63. Dans son article 43, la Charte québécoise protège les minorités ethniques en leur donnant le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle.

reproduire un modèle de « *melting pot*⁵⁴ » qui se veut assimilationniste. Cette orientation s'est affirmée au fil des années⁵⁵, comme en témoigne la politique d'intégration du Québec initiée en 1990⁵⁶. De plus, le « contrat moral » de 1990 qu'est la politique d'intégration des immigrants au Québec a confirmé que l'interculturalisme⁵⁷ québécois est le noyau de l'intégration au Québec. Cette politique ouverte sur le pluralisme identitaire et culturel au Québec a été confirmée malgré une tentative avortée du gouvernement québécois, vers la fin des années 90 et au début des années 2000, qui voulait faire dévier ce modèle vers un modèle d'intégration axé sur la citoyenneté⁵⁸. La proposition d'intégration par la citoyenneté fut fortement critiquée et considérée comme une sorte d'intégration assimilatrice. La plus récente politique d'intégration du gouvernement québécois annonce clairement l'interculturalisme québécois comme étant le modèle du pluralisme et du vivre-ensemble⁵⁹. Dans ce sens, le Québec préconise une politique d'intégration interculturelle qui reconnaît le droit à la différence⁶⁰.

L'école publique québécoise œuvre dans la même perspective. Depuis 1998, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec a adopté une politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle⁶¹. Cette politique vise à favoriser l'intégration scolaire des élèves immigrants et à préparer l'ensemble des élèves à participer à la construction d'un Québec démocratique, francophone et pluraliste⁶². Aussi, elle prône un processus d'adaptation multidimensionnel et distinct de l'assimilation⁶³ et impose à l'école le devoir de promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique

54. *Ibid.*, p. 63.

55. Sur le développement de la politique d'intégration, V. Rapport Bouchard-Taylor, précit., p. 117-118.

56. MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION, *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, Québec, 1991 : <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/Enonce-politique-immigration-integration-Quebec1991.pdf> [consulté le 29 juin 2020].

57. V. le rapport Bouchard-Taylor, précit., p. 19-20 et p. 118-122.

58. Cette tentative est expliquée dans le rapport Bouchard-Taylor, précit., p. 117-118.

59. MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION, *Ensemble nous sommes le Québec. Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion*, Québec, nov. 2015, p. 35.

60. M. HARDY-DUSSAULT, « Le port de signes religieux dans les établissements publics d'enseignement : comparaison des approches québécoise et française », in P. EID, P. BOSSET, M. MILOT (dir.), *Appartenances religieuses, appartenance citoyenne : un équilibre en tension*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 75-88.

61. MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, *Une école d'avenir – Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle*, Québec, 1998.

62. *Ibid.*, p. 1.

63. *Ibid.*, p. 3.

dans un contexte pluraliste qui reflète les valeurs communes façonnant l'espace démocratique du Québec. Ces valeurs communes incluent la référence religieuse, culturelle ou identitaire⁶⁴. Dans ce sens, l'école publique québécoise promeut certaines orientations comme pivots de l'intégration, entre autres l'ouverture à la diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse, qui « [doit] se traduire dans l'ensemble du curriculum et de la vie scolaire⁶⁵ ». L'importance de l'approche de l'intégration interculturelle dans le milieu scolaire a été aussi soulignée dans le rapport Bouchard-Taylor, qui a encouragé et recommandé que les pratiques scolaires interculturelles soient intensifiées pour réduire les fractures culturelles⁶⁶.

Sur l'orientation de l'école au Québec, le ministère de l'Éducation a affirmé que l'école est commune, inclusive, démocratique et ouverte⁶⁷. Le caractère inclusif de l'école lui permet de « rassembler les élèves en tenant compte de leurs talents, de leurs limites, de leurs origines sociales, culturelles, religieuses⁶⁸ ». Le programme « Éthique et culture religieuse » mis en place depuis 2008 bonifie ce caractère et traduit une volonté de s'adapter positivement aux changements qui touchent la société québécoise pour intégrer de nouvelles valeurs et convictions⁶⁹.

4. LA LAÏCITÉ DE L'ÉCOLE PUBLIQUE QUÉBÉCOISE AU CŒUR DE LA POLITIQUE

La loi sur l'instruction publique précise que le projet éducatif de l'école « doit respecter la liberté de conscience et de religion des élèves, des parents et des membres du personnel de l'école⁷⁰ ». Durant le processus de laïcisation de l'école québécoise, via le passage d'une structure confessionnelle vers une structure linguistique, l'importance du respect de la liberté de religion des élèves a été rappelée aux articles 36 et 37 de la loi sur l'instruction publique. Rappelons que jusqu'à tout récemment, l'article 36⁷¹ a précisé que l'école a pour mission de « faciliter le cheminement spirituel de l'élève ».

64. *Ibid.*, p. 7-8.

65. *Ibid.*, p. 4.

66. Rapport Bouchard-Taylor, précit., p. 257.

67. MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, *Dans les écoles publiques du Québec : une réponse à la diversité des attentes morales et religieuses*, Québec, 2000, p. 7.

68. *Ibid.*

69. G. LEROUX, *op. cit.*, p. 91 et p. 101-108.

70. Loi sur l'instruction publique, LRQ, c I-13.3, art. 37 (5).

71. Tout récemment, l'article 36 de la loi sur l'instruction publique a été modifié : la phrase « faciliter le cheminement spirituel de l'élève » est supprimée. V. Loi modifiant

La récente Loi 21 sur la laïcité de l'État et le défunt projet de loi 60⁷² sur la Charte des valeurs québécoises qui répondaient tous les deux à des promesses électorales⁷³ ont traité de la question du port des signes religieux dans les institutions publiques. Le projet de loi 60 a voulu interdire le port de signes religieux ostentatoires à l'ensemble du personnel des institutions publiques. Quant à elle, la Loi 21 interdit aux employés de l'État en position d'autorité⁷⁴ de porter des signes religieux dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le cas de l'école, les directeurs d'écoles, les directeurs adjoints, ainsi que les enseignants qui sont entrés en fonction après le 27 mars 2019 doivent se soumettre à cette interdiction⁷⁵.

Les élèves ne sont pas visés par l'interdiction du port des signes religieux imposée par la Loi 21 d'une façon directe, mais l'interdiction faite au personnel de l'école, dont les enseignants, semble aller à l'encontre de la politique d'intégration préconisée par le Québec et de celle de l'école publique. La politique d'intégration à l'école souligne que la diversité « doit être représentée dans les différents corps d'emploi du monde scolaire⁷⁶ ». Force est de constater que l'interdiction du port des signes religieux imposée par la Loi 21 ne respecte pas cette orientation, car elle fausse la perception de la réalité de la diversité religieuse qui existe dans la société québécoise.

Depuis son adoption, la Loi 21 est contestée devant les tribunaux⁷⁷. La Cour d'appel du Québec a rendu tout récemment une décision partagée sur la possibilité de suspendre temporairement deux articles clés de ladite loi, les articles 6 et 8. La Cour d'appel a refusé la suspension des articles en question, cependant, la juge en chef Duval Hesler a exprimé sa dissidence

principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires, L.Q. 2020 c. 1. Art. 5 [Loi 40].

72. Québec PL60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement, 1^{re} sess., 5^e lég., Québec, 2013 [projet de loi 60].

73. Le projet de loi 60 figurait parmi les promesses du Parti québécois lors des élections de 2012. La Loi 21 sur la laïcité de l'État est une promesse électorale du parti Coalition avenir Québec durant sa campagne électorale de 2018.

74. L'idée d'interdire le port des signes religieux aux employés de l'État en position d'autorité est une recommandation reprise du rapport Bouchard-Taylor, précit., p. 271.

75. Loi 21, art. 31, al. 5.

76. MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, *Une école d'avenir – Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle*, précit., p. 4.

77. V. la décision de la Cour supérieure du Québec *Hak c. Procureure générale du Québec*, 2019 QCCS 2989 [Cour supérieure *Hak c. Procureure générale du Québec*, 2019] et la décision de la Cour d'appel du Québec, *Hak c. Procureure générale du Québec*, 2019 QCCA 2145 [Cour d'appel *Hak c. Procureure générale du Québec*, 2019].

en expliquant qu'elle « aurait accueilli l'appel en partie et aurait suspendu, pendant l'instance, l'application de l'article 6 de la loi sur la laïcité de l'État⁷⁸ ». Dans ses motifs, la juge Duval Hesler a avancé que par cette interdiction, les futures enseignantes subissent un préjudice sérieux et irréparable⁷⁹. Bien que la juge Bélanger ait validé la Loi 21, elle a rejoint la juge en chef sur la question du préjudice sérieux et irréparable infligé aux futures enseignantes par cette interdiction⁸⁰. La juge Bélanger a déploré cette situation délicate et a conclu qu'il est dommage de refuser d'embaucher des enseignantes qui détiennent toutes les compétences requises « pour l'unique raison qu'elles portent le voile⁸¹ ». Les plaignants de cette affaire ont décidé de porter leur cause devant la Cour suprême.

Cette décision divisée de la Cour d'appel du Québec reflète la complexité et la sensibilité du débat juridique sur la question du modèle de laïcité qui convient au Québec et sur la pertinence d'interdire le port des signes religieux dans les institutions publiques. Dans le cas de la Loi 21, la restriction de la liberté de religion des enseignants est imposée dans le but de respecter la liberté de religion des élèves et sous le motif que les enseignants sont en position d'autorité et que cela pourrait compromettre la laïcité de l'État. Rappelons ici que la laïcité au Québec s'inscrit dans la réalité juridique canadienne et québécoise. Au Québec, la laïcité se traduit par une forme de neutralité religieuse de l'État. L'impératif de neutralité religieuse imposé à l'État découle de la liberté de religion et de conscience des individus⁸². En d'autres termes, « l'aménagement et l'interprétation des principes de laïcité ne s'analysent pas dans l'abstrait, mais dans des contextes réels, avec des caractéristiques sociopolitiques spécifiques⁸³ ».

La Commission des droits de la personne a expliqué sans équivoque la compréhension qu'il faut avoir de la laïcité au Québec :

« Les principes qui fondent la protection des droits et libertés de la personne viennent clairement encadrer l'expression de la laïcité. Au plan juridique, la finalité de la laïcité devient donc la protection de la liberté de conscience et de religion et du droit à l'égalité. [...] référer, au nom de la laïcité, seulement à la neutralité ou au principe de séparation

78. Cour d'appel *Hak c. Procureure générale du Québec*, 2019, § 84. V. aussi les §§ 81, 82 et 83.

79. *Ibid.*, § 76.

80. *Ibid.*, § 86.

81. *Ibid.*, § 101.

82. J. WOEHLING, « L'obligation d'accommodement raisonnable et l'adaptation de la société à la diversité religieuse », art. cit., p. 371.

83. J. BAUBÉROT, M. MILOT, *Laïcités sans frontières*, Paris, Seuil, 2011, p. 87.

de l'Église et de l'État occulte l'objet même de la laïcité en niant au passage la liberté de religion et la mise en œuvre du droit à l'égalité⁸⁴. »

Il existe un lien indissociable entre la laïcité et l'engagement en faveur du respect des droits et libertés de la personne au Québec. En outre, avancer pour motif d'interdiction que le port de signes religieux par un agent de l'État en position d'autorité compromet la neutralité religieuse de l'État ne doit pas être basé sur des hypothèses et des suppositions, mais sur des études et des preuves concrètes. La Commission des droits de la personne a déjà confirmé que dans le cadre des enquêtes qu'elle mène sur le terrain, aucune situation de port de signes religieux par un employé de l'État n'avait menacé le principe de neutralité religieuse⁸⁵.

À notre avis, il est erroné de laisser croire que la neutralité religieuse de l'État doit se concrétiser par l'interdiction des signes religieux dans les institutions publiques. Une telle approche a déjà été rejetée par la Cour suprême du Canada⁸⁶. En nous référant à la compréhension et à l'application du principe de neutralité religieuse au Québec, nous pouvons dire que ce concept, en tant qu'équivalent de la laïcité, accorde aux droits et libertés de la personne une protection contre toute restriction non justifiée, cette protection étant à la fois juridique et spécifiquement constitutionnelle. La neutralité de l'agent de l'État concerne son impartialité dans l'exercice de ses fonctions et l'application de la loi et non une neutralité d'apparence⁸⁷.

Pour justifier que l'interdiction imposée par la Loi 21 aux enseignants est une mesure nécessaire pour respecter la liberté de religion des élèves qui peuvent subir une pression à cause de la position d'autorité des enseignants, des études probantes doivent être produites⁸⁸. Cependant, lorsque deux droits fondamentaux se trouvent dans une situation potentielle de conflit, ici il s'agit de la liberté de religion des enseignants d'un côté et la liberté de religion des élèves de l'autre, le système juridique québécois dispose déjà d'outils

84. COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DROITS DE LA JEUNESSE, *Commentaires sur le document gouvernemental. Parce que nos valeurs, on y croit. Orientations gouvernementales en matière d'encadrement des demandes d'accommodement religieux, d'affirmation des valeurs de la société québécoise ainsi que du caractère laïque des institutions de l'État*, 16 oct. 2013, p. 6-7 : http://www.cdpdj.qc.ca/Publications/Commentaires_orientations_valeurs.pdf [consulté le 29 juin 2020].

85. *Ibid.*, p. 11.

86. *R c N.S.*, 2012 CSC 72, § 50-51.

87. *Grant c. Canada (Procureur général)*, [1995] 1 RCF 158, 1994 CanLII 3507.

88. V. J. WOEHRLING, « La place de la religion dans les écoles publiques du Québec », art. cit., p. 708-709.

pour aboutir à une conciliation. L'article 9.1 de la Charte québécoise est en effet pertinent pour trancher ces questions. Citons entre autres l'affaire *Hôpital général juif*⁸⁹ où le respect de la vie privée des patients ainsi que de leur liberté de religion était en conflit avec le droit des employés de ne pas être discriminés sur la base du sexe. La politique de l'hôpital qui préconisait une sexualisation de postes de travail a alors été invalidée par le Tribunal des droits de la personne⁹⁰. La Commission des droits de la personne a assuré que les tribunaux sont habilités à trancher des conflits entre droits en conformité avec les principes de la Charte québécoise :

« Les tribunaux ont d'ailleurs développé des moyens qui permettent de respecter les droits de chacun même dans les situations où il peut y avoir conflit entre ces droits. [...] arbitrer des conflits de droits ne devrait jamais être synonyme d'occulter des droits et libertés protégés par la Charte des droits et libertés de la personne. [...] Il s'agit de trouver l'équilibre entre les droits en cause et tenter la conciliation lorsqu'ils s'opposent dans chaque situation factuelle⁹¹. »

CONCLUSION

À notre avis, il ne fait pas de doute que l'école demeure l'endroit idéal et privilégié par l'État pour reproduire des politiques d'intégration en matière de gestion de la diversité religieuse et culturelle et de cohésion sociale. L'enracinement de certains principes et standards à l'école reflète la volonté de l'État de promouvoir un modèle de laïcité donné. Les stratégies d'intégration préconisées par le Québec renvoient à un modèle de laïcité ouvert à l'expression religieuse qui se traduit par le port des signes religieux. Il est dommageable et inapproprié, d'une part, d'adopter une loi pour affirmer la laïcité québécoise et, d'autre part, de balayer d'un revers de main une partie non négligeable de l'état du droit et le contour bien déterminé de cette laïcité. La Loi 21 ne s'accorde pas avec la politique d'intégration mise en œuvre au Québec et à l'école publique québécoise depuis des décennies.

Le Québec veut être une société pluraliste, où la diversité religieuse constitue une richesse et où l'expression religieuse par le port de signes

89. *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis*, 2007 QCTDP 29. Dans cette affaire, le tribunal a évoqué l'article 9.1 pour analyser les droits en conflit dans l'espace : § 164-166.

90. *Ibid.*, § 47.

91. COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE, *Commentaires sur le document gouvernemental*, précit., p. 3.

religieux visibles ou non « ne porte pas atteinte à la laïcité des institutions⁹² ». En somme, nous pouvons dire que la politique d'intégration à l'école publique basée sur le modèle du pluralisme ethnoreligieux de la société⁹³ s'accorde avec le corpus juridique très substantiel en matière de neutralité religieuse, qui est l'équivalent de la laïcité au Québec. Dans ce sens, la laïcité au Québec doit servir à affirmer la neutralité religieuse déjà préconisée ainsi qu'à assurer la promotion des droits et libertés de la personne tels que compris et appliqués depuis longtemps.

92. CENTRE D'ÉTUDES ETHNIQUES DES UNIVERSITÉS MONTRÉALAISES, *Mémoire relatif au projet de loi n° 60 du gouvernement du Québec. Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*, 20 déc. 2013, p. 8.

93. P. BOSSET, P. EID, « Droit et religion: de l'accommodement raisonnable à un dialogue internormatif? », *RJT*, n° 41, 2007, p. 526.